

La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français

Emmanuel Jousse

« Querelles entre marxistes et non marxistes, mais aussi querelles entre marxistes. Querelles sans issue puisque nul n'a le droit de parler au nom d'un mort et de poser la question, incompatible avec la méthode du maître, de la position qu'adopterait Marx lui-même entre les mouvements politiques et les écoles scientifiques qui se réclament de lui¹. » À l'unisson de cette remarque de Raymond Aron, nulle autre dispute doctrinale ne semble mieux résonner que le débat révisionniste, qui fait vaciller la social-démocratie allemande sur ses bases entre 1896 et 1903. Eduard Bernstein, jusqu'alors thuriféraire de Marx et d'Engels, l'entame lorsqu'il confronte la théorie aux réalités économiques et sociales allemandes. Il en vient à nier la perspective d'un prochain effondrement du capitalisme, et appelle le parti à « vouloir apparaître ce qu'il est en réalité : un parti de réformes socialiste et démocratique² ». Au fond, le débat engage la nature même d'un marxisme profondément équivoque, indissociablement science et espérance, qui masque derrière l'unicité de son projet révolutionnaire la multiplicité de ses voies de réalisation³. Soumis au contexte changeant de partis nationaux, il ne peut faire l'économie de révisions, dont Bernstein serait l'avatar allemand. Dans cette articulation problématique de la théorie à la pratique se fonde l'évolution amenant le SPD, lors du congrès de Bad Godesberg en 1959, à se définir comme un parti réformiste⁴. Le révisionnisme, de ce fait, serait au fondement d'une évolution séculaire qui amènerait le socialisme européen sur les rivages de la social-démocratie, rapprochant des pratiques disjointes et des discours discordants. Parce qu'il réévalue une théorie partagée par l'Internationale, le révisionnisme engage les autres mouvements européens dans un processus partagé en Europe par une circulation intense d'idées et d'expériences⁵, à

¹ Raymond Aron, *Marxismes imaginaires*, Paris, Gallimard, 1970, p. 328.

² Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1899, p. 165, traduit de l'allemand, par Jean Ruffet, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974 (dans la suite de l'article, nous traduisons de l'original toutes les citations extraites d'ouvrages originaux, d'articles et de comptes rendus de congrès).

³ Raymond Aron, *Le Marxisme de Marx*, Paris, Editions de Fallois, 2002, p. 563-570.

⁴ Leszek Kolakowski, *Main Currents of Marxism*, London & New York, Norton, 2005, p. 446, traduit de l'allemand par Olivier Masson, *Histoire du marxisme*, 3 volumes, Paris, Fayard, 1987.

⁵ *Ibidem*, p. 443. Les premiers critiques de Bernstein ont ainsi fait de son entreprise doctrinale l'avatar allemand du réformisme porté en Grande-Bretagne par la Société fabienne. Cette interprétation est reprise par l'historiographie (Bo Gustafsson, *Marxismus und Revisionismus: Eduard Bernsteins Kritik des Marxismus und ihre ideengeschichtlichen Voraussetzungen*, Frankfurt-am-Main, Europäische Verlagsanstalt, 1972), mais ces relations sont difficiles à évaluer à la lumière des archives (celles de la London School of Economics, en particulier). En revanche, il est certain que Bernstein connaît les

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

l'exception notable des socialistes français qui s'enferment dans le silence⁶. La cause est donc entendue : il n'y a pas eu en France de « tentation révisionniste », et cette rencontre manquée pèserait très lourd dans l'incapacité de la SFIO à choisir la voie réformiste en écartant l'horizon de la rupture révolutionnaire⁷. Confronter la rumeur du révisionnisme allemand au mutisme du socialisme français permettrait donc d'éclairer sa difficulté à concilier l'espoir eschatologique de la révolution et la préoccupation quotidienne pour les réformes, et d'expliquer la naissance d'un « modèle génétique » marqué par l'alternance entre l'ambition et le remords du pouvoir⁸, qui évacue d'emblée le choix du réformisme.

Le mutisme français doit cependant être nuancé : au congrès de 1904 à Amsterdam, l'Internationale recommande l'unification des factions, et Jules Guesde utilise la condamnation doctrinale du révisionnisme, proclamée par le SPD l'année précédente, pour obtenir la disqualification politique du soutien à un gouvernement bourgeois, défendu par Jaurès. La querelle semble bien être entrée en France, mais sous le masque d'une confusion qui en modifie considérablement le sens, amenant à reconsidérer la question. De fait, le silence des socialistes français est l'inévitable conséquence d'une analyse comparée : si l'on considère que Bernstein réévalue le marxisme à l'aune du contexte allemand des années 1890, il est absurde de rechercher son double en France où des circonstances distinctes invitent à une adaptation différente de la théorie. La mise en regard du révisionnisme allemand et du réformisme français aboutirait donc à l'échec d'une tautologie : la France est différente de l'Allemagne. Cette évidence peut malgré tout être surmontée par un changement de regard : il faudrait rechercher comment le débat révisionniste se trouve reformulé par les socialistes français qui le discutent et le traduisent, comment il se transforme lorsqu'il passe d'une aire culturelle à l'autre. Cette histoire croisée de la circulation et des interprétations des idées⁹ permet de dégager les grandes étapes de l'analyse, que Marc Bloch avait identifié dans son *Apologie pour l'histoire* : « une contagion suppose deux choses : des générations de microbes et l'instant où le mal prend un "terrain"¹⁰ ».

L'étude de la « génération de microbes » impose de définir le révisionnisme dans son contexte allemand, puis de repérer les chaînes d'interprétations tissées par-delà la frontière, nouant le fil des traductions, pour constituer une tapisserie aux motifs différents. Encore faut-il dévider la bobine qui structure la trame : le débat forge une

oeuvres des Fabiens et s'en sert, de même que certains socialistes français font le voyage anglais comme le voyage allemand pour construire un réformisme original. Celui-ci ne serait donc pas confiné dans une définition nationale, mais serait élaboré par une circulation continue d'idées et d'expériences.

⁶ Marie-Louise Goergen, *Les Relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale, 1889-1914*, thèse de doctorat dirigée par Madeleine Rebérioux, soutenue en juin 1998 à l'université de Paris VIII, p. 529.

⁷ Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005, p. 52-53.

⁸ *Ibidem*, p. 7-12.

⁹ Cette approche s'appuie sur les travaux d'histoire culturelle entrepris par Michel Espagne ou Michael Werner : Michel Espagne et Michael Werner (dir.), *Qu'est-ce qu'une littérature nationale ?*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1994 ; Michel Espagne, *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999.

¹⁰ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 57.

armature conceptuelle particulière, où les oppositions servent à qualifier des orientations idéologiques et des positionnements politiques, relevant des « concepts antonymes asymétriques » étudiés par Reinhart Koselleck¹¹. Révisionnisme contre orthodoxie, réforme contre révolution, chacun des termes se définit négativement par ce qu'il exclut ou ce qui l'exclut. L'antinomie frappe de sa clarté ; l'asymétrie marque de son obscurité. La portée du révisionnisme se trouble au gré des critiques adressées par l'orthodoxie, entre déni supposé du texte marxiste et défi avéré au programme du SPD qui s'en inspire. Pour comprendre ce que les Français traduisent et discutent, il faut lever cette ambiguïté et distinguer les transformations forgées dans le feu du débat politique, dont l'une de ses conséquences est d'assimiler révisionnisme et réformisme, puis d'opposer l'ensemble à la révolution. Mais à nouveau, cette antinomie ne semble pas évidente, tant Bernstein se montre attaché à l'horizon révolutionnaire, qu'il veut simplement distinguer de l'insurrection violente. Ces antinomies sont donc asymétriques, parce que révisionnisme et réformisme sont utilisés comme des termes équivalents, dont la fonction est d'exclure ce qui peut menacer l'unité doctrinale et politique des partis. Cette lecture conceptuelle permet d'éclairer la difficulté pour l'historien de définir les deux termes, dans la mesure où ces catégories sont les mêmes que celles des contemporains, charriant les mêmes postulats. « Aucun processus historique ne peut être appréhendé correctement au moyen des mêmes concepts antinomiques qui ont permis à ceux qui y ont participé d'en prendre conscience et d'en faire l'expérience. Cela signifierait, au bout du compte, écrire l'histoire des vainqueurs, dont on a coutume de styliser le rôle momentanément surfait en pratiquant la négation des vaincus¹² ». La remarque de Koselleck offre ici un éclairage particulier sur le déséquilibre historiographique entre un réformisme en mal de définition, opposé à des orientations révolutionnaires mieux connues ; elle invite aussi à la prudence devant une opposition dont il faut restituer l'épaisseur historique.

L'étude du débat révisionniste en Allemagne ouvre une perspective privilégiée de ce point de vue, puisqu'il met en scène, dans une intrigue complexe où se mêlent considérations théoriques et préoccupations stratégiques, l'élaboration progressive de l'antagonisme. Et l'analyse de sa discussion et de sa traduction en France permet, en posant la question d'une « tentation révisionniste », de formuler l'hypothèse d'un choix réformiste encore ouvert en 1914, malgré la rigidité doctrinale affichée par la SFIO en 1905. En somme, de faire l'histoire des vaincus avant que la Grande Guerre puis la révolution bolchevique ne prononcent, comme Brennus, « *Vae Victis* ».

Essai de définition du microbe : le révisionnisme en Allemagne

¹¹ Reinhart Koselleck, « La sémantique historico-politique des concepts antonymes asymétriques », dans *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 191-232.

¹² *Ibidem*, p. 194.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

À la mort d'Engels en 1895, Eduard Bernstein est un gardien de l'orthodoxie marxiste¹³. Exilé en 1878, il devient le secrétaire particulier d'Engels après son installation à Londres en 1888, puis son exécuteur testamentaire. Ayant vécu à l'ombre du maître et conservant ses textes, il est l'interprète légitime du marxisme et c'est à ce titre qu'il rédige avec Karl Kautsky le programme d'Erfurt en 1891, qui fonde les principes et la stratégie du SPD. Le choc provoqué par la révision doctrinale de Bernstein est incompréhensible si l'on ignore le prestige dont il est auréolé, mais la question de son retournement se pose avec davantage d'acuité.

Dans une large mesure, ce sont les circonstances qui l'expliquent. La doctrine comme la tactique du SPD sont issues de l'interdiction du parti entre 1878 et 1890¹⁴. Les sociaux-démocrates peuvent alors trancher entre deux voies : celle des parlementaires, qui refusent d'aggraver le sort du prolétariat par une action révolutionnaire et préfèrent les réformes progressives ; et celle des exilés qui, comme Bernstein, sont partisans d'une opposition frontale contre l'État bismarckien. L'exil intérieur de la social-démocratie permet de repousser ce choix : l'épreuve de force menacerait la classe ouvrière ; les réformes ne peuvent aboutir faute d'une représentation politique suffisante. Cette ambiguïté marque le programme d'Erfurt : la première partie, théorique, expose un marxisme rigide dans lequel les contradictions de la société capitaliste doivent assurer la révolution « avec la nécessité des lois de la nature¹⁵ » et l'avènement du socialisme. Mais une seconde partie énumère les réformes immédiates que le parti doit poursuivre. De sorte que, comme l'écrit Dieter Groh, ce programme n'est que « la consolidation de l'immobilisme politique, masqué sous le maintien de l'idéologie et de la phraséologie révolutionnaire orthodoxe ». Dans les années 1890, les évolutions de la société allemande creusent un fossé entre cette interprétation et la réalité : le retour de la prospérité après 1896 permet d'envisager l'amélioration des conditions ouvrières dans le cadre de la société capitaliste ; la chute de Bismarck en 1890, ainsi que les succès électoraux du SPD, donnent à penser que le socialisme peut se réaliser par le jeu d'institutions démocratiques.

C'est ce fossé séparant la théorie et les faits que Bernstein entend combler, lorsqu'il publie, à partir de 1896, une série d'articles dans la revue théorique *Die Neue Zeit*. Il loue « les réformes, qui refusent l'orientation utopique et même protègent... contre l'application de formules économiques élémentaires¹⁶ », nuance la concentration

¹³ Francis Ludwig Carsten, *Bernstein, 1850-1932, eine politische Biographie*, Munich, Beck, 1993 ; Peter Gay, *The Dilemma of Democratic Socialism: Eduard Bernstein's Challenge to Marx*, New York, Columbia University Press, 1952 ; Manfred B. Steger, *The Quest for Evolutionary Socialism: Eduard Bernstein and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

¹⁴ Vernon Lidtke, *The Outlawed Party: Social Democracy in Germany, 1878-1890*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

¹⁵ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitage des Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Erfurt vom 14 bis 20 Oktober 1891, Berlin, Verlag der Expedition des 'Vorwärts' Berliner Volksblatt, 1891, p. 3.

¹⁶ Eduard Bernstein, « Allgemeines über Utopismus und Eklektismus », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 6, 28 octobre 1896, p. 170.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

capitaliste dans l'industrie allemande¹⁷ comme dans l'agriculture britannique¹⁸, oppose une conception progressive qu'il soutient, à une conception insurrectionniste qu'il rejette¹⁹. En janvier 1898, Bernstein met en cause l'irréversibilité d'une crise finale du capitalisme amenant la société socialiste : la concentration capitaliste ne se réalise pas, et le parti doit s'appuyer sur des réformes pour amener la révolution. C'est dans cet article que Bernstein écrit la phrase fameuse qui provoque les foudres de la direction du parti :

« J'avoue que ce que l'on comprend d'ordinaire par "but final du socialisme" a pour moi extraordinairement peu de sens et d'intérêt. Ce but, quel qu'il soit, n'est rien du tout pour moi, le mouvement est tout. Et par mouvement j'entends aussi bien le mouvement général de la société, c'est-à-dire le progrès social, que l'agitation politique et économique et l'organisation pour l'obtention de ce progrès²⁰. »

Dans cette phrase se trouve résumée la nature de l'entreprise de Bernstein et se nouent ses transformations par le débat. L'auteur ne rejette ni le marxisme ni son « but final », mais son interprétation courante. Il reste fidèle à l'horizon révolutionnaire, mais s'oppose à la violence²¹.

Immédiatement, l'article soulève la critique des plus radicaux, en particulier Parvus et Rosa Luxemburg qui concentrent leurs attaques sur la formule « ce but, quel qu'il soit, n'est rien du tout pour moi, le mouvement est tout », mais la coupent de son contexte et en font la preuve d'une apostasie. Ces oppositions sont telles que le congrès du SPD se saisit de la question à Stuttgart, en octobre 1898. Eduard Bernstein, encore exilé à Londres, ne peut qu'envoyer une lettre pour se justifier, et mettre fin aux méprises que la controverse avait révélées dans la presse. Il nie que son entreprise soit une trahison de l'idéal socialiste, « conclusion totalement arbitraire » dont il « conteste catégoriquement la justesse²² ». Et, conscient que sa formulation sur le mouvement et le but final constitue le nœud du débat, il clarifie ses intentions :

« Et parce que j'ai la ferme conviction que les périodes importantes de l'évolution des peuples ne procèdent pas par saut, j'accorde la plus grande valeur aux devoirs prochains de la social-démocratie... En ce sens j'ai en son temps mis par écrit la phrase selon laquelle le mouvement était tout pour moi – ce que l'on appelle d'ordinaire but final du socialisme n'était rien, et en ce sens je le mets encore aujourd'hui par écrit²³. »

¹⁷ Eduard Bernstein, « Der gegenwärtige Stand der industriellen Entwicklung in Deutschland », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 10, 25 novembre 1896, p. 303-311.

¹⁸ Eduard Bernstein, « Der neuere Entwicklung der Agrarverhältnisse in England », *Die Neue Zeit*, vol. 15, n° 25, 8 mars 1897, p. 772-782.

¹⁹ Eduard Bernstein, « Die sozialpolitische Bedeutung von Raum und Zahl », *Die Neue Zeit*, vol. 15, 14 avril 1897, n° 30, p. 100-107.

²⁰ Eduard Bernstein, « Der Kampf der Sozialdemokratie und die Revolution der Gesellschaft. Die Zusammenbuchstheorie und die Kolonialpolitik », *Die Neue Zeit*, vol. 16, 5 janvier 1898, p. 556.

²¹ *Ibidem*, p. 555-556.

²² Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, Abgehalten zu Stuttgart vom 3 bis 8 Oktober 1898, SPD Parteivorstand Bibliothek, p. 122.

²³ *Ibidem*, p. 125.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

Pour mettre fin aux méprises, Bernstein publie un ouvrage intitulé *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie* (*Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie*) en mars 1899. Il y reprend les aspects développés précédemment : la théorie doit prendre en considération l'évolution de la morale ou du droit, et non les seuls rapports de production²⁴ ; envisager la théorie de la valeur et la lutte des classes qui en découle comme une abstraction épistémologique éloignée de la réalité²⁵. Surtout, la social-démocratie doit se déprendre de la violence de ses formules, qui entretiennent l'espoir d'une catastrophe révolutionnaire. Celle-ci s'éloigne à mesure que le capitalisme s'adapte, que la petite propriété et la petite entreprise se maintiennent, que la classe ouvrière se diversifie sans trouver d'unité. La logique implacable de l'histoire annoncée par le programme d'Erfurt, qui prophétise l'effondrement du capitalisme dans une crise finale, est donc caduque : le devoir de la social-démocratie, c'est de défendre le progrès démocratique par les réformes politiques, c'est de renforcer progressivement l'organisation ouvrière par les syndicats et les coopératives, et c'est de préparer l'émergence d'une société idéale par la participation active des citoyens aux administrations locales.

L'ouvrage ne parvient pas à dissiper les méprises dont le révisionnisme naissant fait l'objet. Bernstein est défendu par les ténors du réformisme allemand aux positions différentes et qui appellent au compromis parlementaire pour garantir les droits politiques et sociaux des ouvriers, sans se préoccuper de doctrine. Du coup, Bernstein est rapidement accusé de vouloir trahir l'idéal socialiste en faisant l'apologie de la coopération avec les partis bourgeois alors qu'il avait nettement déclaré : « entre ces partis et la social-démocratie, il ne peut naturellement régner que l'antagonisme²⁶ ». Par la suite, il se trouve soutenu par un réseau structuré autour des *Sozialistische Monatshefte*, fondés en 1897 par Heinrich Braun. Le révisionnisme est alors utilisé par certains rédacteurs pour justifier des orientations qu'il ne partage pas, comme celle d'un ralliement du parti à la politique impériale allemande²⁷.

Le débat révisionniste en Allemagne donne donc lieu à deux transformations : Bernstein trahit le marxisme et abandonne l'objectif révolutionnaire pour fondre le SPD dans une coalition libérale. Karl Kautsky sanctionne cette lecture dans son ouvrage polémique, *Le Marxisme et son critique Bernstein*²⁸. Celui-ci devient par la querelle le repoussoir d'une orthodoxie doctrinale qui doit maintenir l'unité de la classe ouvrière allemande derrière le parti, un concept antonyme commode pour rassembler toutes les formes de réformisme qui la menacent.

Premières discussions, premières traductions : le révisionnisme introuvable ?

²⁴ Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen...*, *op. cit.*, p. 4-12.

²⁵ *Ibidem*, p. 37-45.

²⁶ *Ibid.*, p. 129.

²⁷ Stanley Pierson, *Marxist Intellectuals and the Working-Class Mentality in Germany, 1887-1912*, Cambridge Massachusetts, Harvard University Press, 1993, p. 131.

²⁸ Karl Kautsky, *Bernstein und das Sozialdemokratische Programm*, Stuttgart, Dietz, 1899.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

Lorsqu'il est discuté en France, le révisionnisme se trouve ainsi alourdi d'un palimpseste d'interprétations allemandes qui l'ont assimilé à une trahison de l'idéal révolutionnaire et à une compromission avec les partis bourgeois. Les particularités du socialisme français peuvent cependant favoriser l'adoption des thèses de Bernstein : les petites et moyennes entreprises restent dominantes ; la mécanisation et la concentration de l'industrie sont moins prononcées qu'en Allemagne. La classe ouvrière s'organise en partis, qui tardent à réaliser leur unité mais gagnent en force électorale à partir des élections municipales de 1892 et des élections législatives de 1893²⁹. En France plus qu'en Allemagne, les adaptations théoriques de Bernstein semblent être pertinentes : l'effondrement brutal du capitalisme peut encore moins s'y réaliser, la classe ouvrière y est plus hétérogène, et les réformes, débattues dans le cadre du régime républicain, y ont une importance plus grande.

Mais comme l'écrit Leszek Kolakowsky, « les révisionnistes n'étaient pas des personnes qui abandonnaient complètement le marxisme ou qui n'avaient jamais été marxistes³⁰ », et la discussion des thèses de Bernstein suppose l'adoption préalable de celles de Marx. En France, elles ne sont diffusées que par le Parti ouvrier de Jules Guesde et de Paul Lafargue³¹, les autres factions socialistes n'en font pas leur unique source théorique, même si elles le discutent³². La révision doctrinale par les socialistes français ne peut donc avoir lieu, puisqu'il n'y a rien à réviser. À cet obstacle intellectuel s'ajoutent les impératifs d'un agenda politique très dense. Les socialistes français, divisés sur l'engagement dreyfusard puis sur la question de la participation d'Alexandre Millerand au gouvernement en juin 1899, divisés également sur la question de l'unité, sont soumis à des logiques qui laissent peu de place aux débats de doctrine. Enfin, le poids des stéréotypes nationaux, qui structurent la perception de l'étranger dans la Seconde Internationale, empêche les socialistes français de prendre toute la mesure de la querelle allemande. Le SPD reste le « parti-modèle³³ », l'exemple d'une organisation de masse, la référence doctrinale obligée pour les orateurs lors des congrès. Symbole de la force d'une classe ouvrière homogène, ce qui fragilise le parti est minoré par les socialistes français.

Malgré tout, la discussion du révisionnisme commence à partir de 1900 dans les pages de *La Revue socialiste*, après la traduction du livre de Bernstein en janvier suivie de celle de la réponse de Kautsky en mars. Ces premiers commentateurs intègrent le révisionnisme à leurs propres positions : Eugène Fournière, qui l'inscrit

²⁹ Gilles Candar, « La gauche en République », dans Gilles Candar et Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2005, p. 111-131.

³⁰ Leszek Kolakowski, *Main Currents of Marxism...*, *op. cit.*, p. 433.

³¹ Christophe Prochasson, « L'invention du marxisme français », dans Gilles Candar et Jean-Jacques Becker, *Histoire des gauches...*, *op. cit.*, p. 426-443 ; Robert Stuart, *Marxism at Work, Ideology, Class and French Socialism during the Third Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

³² Le marxisme joue un rôle différent en France, mais qui n'est pas négligeable. En Allemagne, la théorie a la valeur d'une orthodoxie normative, ou de doctrine de référence qui permet de mesurer la fidélité au parti d'un individu ou d'un groupe. En France, l'adoption du marxisme n'est pas impérative, mais elle reste un point de référence pour les débats qui animent le mouvement socialiste français avant la Première Guerre mondiale.

³³ Annie Kriegel, *Le Pain et les roses, jalons pour une histoire du socialisme*, Paris, PUF, 1968.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

dans le sillage du socialisme intégral de Benoît Malon, salue la valorisation de l'enjeu moral du socialisme et des réformes, ce qui permet de légitimer son engagement dreyfusard comme le soutien qu'il accorde à la participation des socialistes au gouvernement³⁴. En somme, les premières discussions françaises se formulent dans les mêmes termes que dans les débats allemands. Dans une large mesure, cette interprétation du révisionnisme est confirmée par la traduction en français des *Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*. Entreprise par Alexandre Cohen, elle paraît chez Stock en janvier 1900 sous le titre *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*. Les comptes rendus en soulignent la mauvaise facture³⁵, principalement due au manque de temps laissé au traducteur : publiée en mars 1899 en allemand, il n'a pas commencé son travail avant septembre³⁶, et l'a achevé en quelques semaines. Ces délais très courts expliquent ses défauts : les coquilles sont nombreuses, la traduction littérale alourdit le style et rend certaines phrases incompréhensibles. Mais la rapidité de la traduction aboutit à des transformations de fond : Alexandre Cohen ne traduit pas les deux tiers des notes par lesquelles l'auteur nuance ses arguments, et certains passages sont coupés. C'est dans la dernière partie du livre, où Bernstein conduit une comparaison entre l'action progressive qu'il recommande et la stratégie insurrectionniste qu'il rejette, que ces lacunes ont les effets les plus importants. Pour désigner la seconde, il précise que le terme de révolution doit être entendu par « violence³⁷ ». La note disparaît dans la traduction, ce qui conduit le lecteur français à conclure que Bernstein abandonne tout horizon révolutionnaire. De même, le révisionnisme met en cause la perspective d'une insurrection en utilisant le terme de « *Gewalt* » (violence), systématiquement rendu en français par « action » ou par « force ». Lorsque Bernstein écrit ainsi que « la violence révolutionnaire serait la plus rapide et la plus efficace³⁸ », Alexandre Cohen traduit « l'action révolutionnaire serait la plus rapide et la plus efficace³⁹ ». Les premières discussions du révisionnisme en France approfondissent donc la lecture donnée par la social-démocratie allemande au cours de la querelle, ce qui explique le faible écho que rencontrent ses idées. La perspective révolutionnaire reste fondamentale dans le socialisme français qui s'inscrit dans l'héritage de 1789, la question ministérielle retarde l'unité espérée. Signe d'une rencontre qui ne peut avoir lieu, la conférence que prononce Jaurès en février 1900 sur le révisionnisme montre à quel point les soupçons qui pèsent sur Bernstein rendent difficile sa réception en France. Sur le fond, les deux hommes partagent une même définition du socialisme, de son horizon révolutionnaire et des réformes progressives qui doivent y conduire en liant le mouvement à la démocratie. Mais la conclusion de Jaurès est sans appel : « dans la controverse qui s'est élevée au sujet des principes et de la méthode du socialisme entre Bernstein et Kautsky, je suis, dans l'ensemble, avec Kautsky⁴⁰ ». Le

³⁴ Eugène Fournière, « Revue des livres », *La Revue socialiste*, n° 182, février 1900, p. 129.

³⁵ *Notes critiques. Science sociale*, n° 1, janvier 1900, p. 13-14.

³⁶ La correspondance entre Georges Sorel et Eduard Bernstein permet de l'établir (lettre de Sorel à Bernstein du 15 septembre 1899, dans Michel Prat, art. cit., p. 161).

³⁷ Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen...*, op. cit., p. 87.

³⁸ *Ibidem*, p. 182.

³⁹ Eduard Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Stock, 1900, p. 214.

⁴⁰ Jean Jaurès, *Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste*, Paris, Librairie populaire, 1926, p. 1.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

tribun refuse de renoncer à l'idéal révolutionnaire qu'il pense menacé par le révisionnisme, il doit également défendre sa conception de l'unité socialiste contre ses adversaires, en donnant des gages d'orthodoxie doctrinale⁴¹.

Les considérations politiques se mêlent donc aux interprétations extensives, pour faire du révisionnisme un avatar germanique de la participation ministérielle, rejetée par la majorité des socialistes français. La confusion est abusive : Millerand s'inscrit davantage dans la tradition du socialisme intégral de Benoît Malon⁴², où la société idéale doit émanciper l'individu en faisant de la propriété conservée le moyen de garantir la justice sociale, en accomplissant les promesses d'une République héritière de la Révolution, en faisant du mouvement socialiste l'expression populaire des espérances de toutes les composantes de la Nation⁴³. En somme, il s'agit d'une conception républicaine du socialisme, fort éloignée des conclusions de Bernstein. Celui-ci défend la valeur des réformes en passant par Marx ; Millerand le fait en passant par la République, et cela seul suffit à le distinguer du révisionnisme. Il n'empêche que les deux hommes partagent un statut analogue dans leurs mouvements respectifs, celui du traître dont la dénonciation permet de mieux affirmer la valeur de l'unité doctrinale. Bernstein et ses partisans sont défaits au congrès de Dresde en 1903 ; Millerand et ses partisans font l'objet d'attaques virulentes de la part des guesdistes ou des vaillantistes. Le révisionnisme de Bernstein en Allemagne et le ministérialisme de Millerand en France participent ainsi d'une logique comparable d'exclusion, expliquant leur confusion par les socialistes français. Lorsque se réunit en août 1904 le congrès de l'Internationale à Amsterdam, Jules Guesde profite de cette indécision pour faire condamner dans une même résolution le millerandisme et le révisionnisme. La social-démocratie allemande ne peut refuser de lui apporter son soutien alors qu'elle vient de condamner Bernstein, elle ne peut non plus, dans la lutte menée pour l'unité socialiste française, trancher en faveur du Parti socialiste français fondé en 1902, dirigé par Jaurès qui abrite de nombreux partisans de Millerand. L'opération réussit, et le congrès appelle à l'union autour d'un programme rejetant le révisionnisme comme le ministérialisme.

Le débat révisionniste a donc trouvé en France un écho à la portée contradictoire. La discussion doctrinale autour de Marx et de ses adaptations a lieu dans les cercles limités de revues intellectuelles, et confirment les transformations à l'œuvre en Allemagne. Mais parce que le révisionnisme entre en France au moment où la question du réformisme politique de Millerand se pose avec acuité, la référence à Bernstein, négative, devient le repoussoir sur lequel s'édifie l'unité de la SFIO en 1905. Dans cette mesure, le révisionnisme occupe une place fondamentale dans la formation d'un « modèle génétique » du socialisme français, et acquiert le statut de « concept antonyme asymétrique » tel que Koselleck le définissait : les socialistes

⁴¹ Pour l'interprétation de la position de Jaurès vis-à-vis du révisionnisme, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre article « Jean Jaurès et le révisionnisme de Bernstein : logiques d'une méprise », *Cahiers Jaurès*, n° 192, 2009, p. 13-49.

⁴² Charles-Henri Girin, « Benoît Malon et Alexandre Millerand », dans Claude Latta, Marc Vuilleumier et Gérard Gàcon (dir.), *Benoît Malon, 1841-1893 : du Forez à La Revue socialiste. Réévaluation d'un itinéraire militant et d'une oeuvre fondatrice*, Saint-Etienne, Publications de l'université de Saint-Etienne, 2000, p. 291-301.

⁴³ Alexandre Millerand, *Le Socialisme réformiste français*, Paris, SNLE, 1903.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

français ont résisté à la tentation révisionniste pour mieux s'opposer à la participation ministérielle, et au-delà, au réformisme qui gagne en force polémique ce qu'il perd en précision sémantique. La confusion entre les deux termes, dictée par des impératifs stratégiques, s'est donc faite au détriment du réformisme : une tradition structurante du socialisme français, multiforme et ouverte⁴⁴, se trouve condamnée au nom d'une opposition conceptuelle artificielle, qui stylise les positions et les radicalise.

Le révisionnisme et la formation d'un réformisme français

La double condamnation du révisionnisme et du réformisme après le congrès d'Amsterdam en 1904 et le congrès d'unité en 1905 ne met cependant pas fin aux discussions, et *La Revue socialiste* publie des articles sur Bernstein⁴⁵. Après avoir été refoulé à la porte du socialisme français, le révisionnisme semble ainsi y entrer par la fenêtre ouverte par un réseau particulier : celui du socialisme normalien. Ce milieu définit un socialisme spécifique dans le feu du dreyfusisme dont il constitue une phalange active⁴⁶. Ces normaliens, qui ont généralement fait le voyage d'Allemagne, connaissent Marx et le critiquent fortement⁴⁷. Dans le sillage de Durkheim, dont ils sont les premiers disciples⁴⁸, ils cherchent à renouveler la doctrine en accordant la théorie aux faits, en défendant l'adoption de mesures améliorant la condition ouvrière. Mais ce réformisme n'est pas celui de Millerand : plus gestionnaire que politique, il vise à rationaliser l'organisation économique par l'action d'experts compétents. Et il ne s'agit pas non plus d'un révisionnisme, Marx étant rejeté sans être amendé. Mais Bernstein peut malgré tout être utilisé pour légitimer une approche progressive et démocratique de la réforme sociale.

La revue *Notes critiques. Science sociale*, publiée entre 1900 et 1906 par le réseau pour rendre compte des publications en sciences humaines, permet de mieux saisir

⁴⁴ Comme l'ont déjà montré les travaux, déjà anciens, de Bernard H. Moss (Bernard H. Moss, *The Origins of the French Labour Movement, 1830-1914. The Socialism of Skilled Workers*, Berkeley, University of California Press, 1976) ou de Steven K. Vincent (Steven K. Vincent, *Pierre-Joseph Proudhon and the Rise of French Republican Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 1984, et Steven K. Vincent, *Between Marxism and Anarchism : Benoît Malon and French Reformist Socialism*, Berkeley, University of California Press, 1992).

⁴⁵ Maurice Halbwachs, « La psychologie de l'ouvrier moderne d'après Bernstein », *La Revue socialiste*, n° 241, janvier 1905, p. 46-57 ; « La science et l'action sociale d'après Bernstein », *La Revue socialiste*, n° 245, mai 1905, p. 523-535.

⁴⁶ Robert J. Smith, « L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. XX, avril 1973, p. 248-268.

⁴⁷ Daniel Lindenberg, *Le Marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; Daniel Lindenberg et Pierre-André Mayer, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993 ; Christophe Prochasson, « Sur la réception du marxisme en France : le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, IV^e série, n° 1, janvier-mars 1989, p. 85-120.

⁴⁸ Terry Nichols Clark, *Prophets and Patrons, The French University and the Emergence of Social Sciences*, Cambridge Massachussets, Harvard University Press, 1973.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

cette utilisation. Les comptes rendus d'ouvrages publiés par des révisionnistes manifestent un glissement entre les générations. Les plus anciens (Charles Andler ou Lucien Herr) sont plus intéressés par les travaux des « socialistes de la chaire », ces réformateurs qui contribuent à l'élaboration de la politique sociale allemande⁴⁹. Au fur et à mesure que la rédaction s'étoffe de normaliens plus jeunes, les références au révisionnisme deviennent plus fréquentes. Or, ce sont eux qui forment le noyau entourant Albert Thomas, qui se revendique explicitement de Bernstein, qui le guide dans les organisations socialistes allemandes lors d'un séjour d'études en Allemagne en 1902⁵⁰. En 1905, Albert Thomas fonde *La Revue syndicaliste*, d'orientation réformiste, fondue en 1910 dans une *Revue socialiste* renouvelée dont il devient rédacteur en chef, et où il mobilise ses réseaux normaliens, les syndicalistes réformistes. D'emblée, ce renouvellement s'inscrit dans la lignée révisionniste :

« Nous serons, à *La Revue socialiste*, éternellement des révisionnistes. Nous chercherons toujours et nous tâcherons de voir exactement comment la doctrine socialiste, comme l'hypothèse socialiste peut expliquer exactement les faits nouveaux de l'évolution économique et s'adapter à eux⁵¹. »

Cette affirmation révèle la portée d'un révisionnisme « à la française » qu'Albert Thomas tente de structurer : il s'agit surtout d'une méthode – faire correspondre la théorie à la réalité – et non d'une orientation politique. C'est précisément en ce sens que la référence révisionniste est utilisée dans *La Revue socialiste* : Bernstein est salué comme un homme « qui a observé les faits, analysé les doctrines et les a confrontées en pleine liberté d'esprit⁵² ». Mais son entreprise elle-même est toujours évaluée à l'aune de la lecture créée en Allemagne et enracinée en France : il renonce à l'objectif révolutionnaire et trahit la théorie marxiste. Certaines de ses thèses sont malgré tout utilisées par des rédacteurs à l'appui de leurs propres positions : Eugène Fournière tente ainsi de légitimer la valeur de la coopération, qui doit transformer progressivement le capitalisme, en opposant l'immobilisme des marxistes orthodoxes à l'ouverture de Bernstein et des réformistes français. Plus généralement, la référence révisionniste se trouve mêlée à d'autres sources pour justifier une approche originale du réformisme : Hubert Bourgin, examinant le problème de la concentration industrielle, adopte une perspective durkheimienne pour critiquer le capitalisme qui souffre non seulement de « vices d'organisation, mais d'un désordre intégral, d'un dérèglement foncier⁵³ ». La référence au révisionnisme n'intervient qu'ensuite, et

⁴⁹ Abraham Asher, « Professors as Propagandists: The Politics of the Kathedersozialisten », dans Mark Blaug (eds.), *Gustav Schmoller and Werner Sombart*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 72. Le « socialisme de la chaire » est une référence constante dans les écrits de Charles Andler, qui consacre en 1897 sa thèse au socialisme d'État en Allemagne, et dans ceux d'Emile Durkheim, qui suit leurs cours lors de son séjour d'études en Allemagne en 1886.

⁵⁰ Comme le montre sa correspondance avec Bernstein (Archives nationales AN, 94AP/471).

⁵¹ Albert Thomas, « Le vingt-cinquième anniversaire de *La Revue socialiste* », *La Revue socialiste*, n° 302, février 1910, p. 99.

⁵² Eugène Fournière, « L'évolution de la doctrine socialiste sur la coopération », *La Revue socialiste*, n° 305, mai 1910, p. 405.

⁵³ Hubert Bourgin, « Le socialisme et la concentration industrielle », *La Revue socialiste*, n° 306, juin 1910, p. 486.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

seulement pour souligner une méthode : « un rappel à une large compréhension des phénomènes⁵⁴ ». Le révisionnisme porté par le réseau d'Albert Thomas est donc employé comme une référence légitimant sa posture critique envers le marxisme, et fondant une approche progressive du socialisme fondée sur les faits économiques et sociaux.

Celle-ci est défendue par Albert Thomas dans le parti, où il se fait le chantre de la poursuite de réformes immédiatement réalisables, comme la nationalisation des chemins de fer au congrès de Saint-Quentin en 1911. Le débat révèle le poids du groupe réformiste : par la voix d'Edgard Milhaud, il propose la nationalisation, suivi par Ernest Poisson qui défend le projet dans un argumentaire très proche de celui de *La Revue socialiste* : l'évolution des faits économiques et sociaux implique de nouvelles formulations théoriques, où la nationalisation doit tenir sa place⁵⁵. L'année suivante, au congrès de Lyon, Albert Thomas lui-même affirme le lien qui unit son réformisme et le révisionnisme de Bernstein. Lors d'un débat qui le met aux prises avec Jules Guesde sur la nationalisation des mines, il précise que le SPD soutient la formation de services publics gérés par l'État, ce qui provoque l'ire immédiate de Guesde qui rétorque : « Les révisionnistes allemands, qui ne constituent qu'une infime minorité, mais pas le Parti⁵⁶ ! » La référence est devenue une arme polémique, d'ailleurs assumée par Thomas, qui demande à ses opposants que « lorsqu'un révisionniste allemand ou lorsqu'un révisionnisme français apporte dans un congrès une proposition, il veuille bien ne pas dire que ce ne sont pas là des propositions socialistes⁵⁷ ». Pleinement intégré dans les débats de la SFIO, la référence révisionniste est une arme à double tranchant : pour les défenseurs des principes de 1905, son évocation est un argument d'autorité qui disqualifie toute opposition; pour les avocats du réformisme, elle est un étendard de ralliement, masquant cependant son contenu réel.

Celui-ci se trouve exposé dans l'ouvrage programmatique rédigé par Albert Thomas en 1913, *La Politique socialiste*. L'auteur revendique à nouveau l'étiquette révisionniste :

« De même qu'en Allemagne, après la condamnation doctrinale du révisionnisme, c'est cependant toute la politique révisionniste qui triomphe, dans les faits, en France, c'est à une politique de réalisation que le Parti consacre, en fait, tout son effort⁵⁸. »

Et, reprenant l'opposition consacrée entre « but final » et « mouvement », il invite la SFIO à se révéler « aux yeux de tous ce qu'il est réellement : un parti capable, en réalisant la révolution socialiste, de faire plus qu'aucun autre, la prospérité et la grandeur de ce pays⁵⁹ », de la même manière que Bernstein avait appelé le SPD à

⁵⁴ *Ibidem*, p. 499.

⁵⁵ 8^e Congrès national tenu à Saint-Quentin du 16 au 19 avril 1911, compte rendu sténographique, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1911, p. 306.

⁵⁶ 9^e Congrès national tenu à Lyon du 18 au 21 février 1912, compte rendu sténographique, Paris, Conseil national du Parti socialiste SFIO, 1912, p. 245

⁵⁷ *Ibid.*, p. 253.

⁵⁸ Albert Thomas, *La Politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, p. 65.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 30.

paraître ce qu'il était en réalité. Mais au-delà de ces déclarations d'intention, le contenu de la politique définie par Thomas se révèle très différente du révisionnisme. L'objet de la brochure est de prolonger la discussion, spécifiquement française, de la participation des socialistes au gouvernement, qu'impose l'attachement à la République. La condition pour cette politique réformiste est de faire de la SFIO le parti représentant les intérêts de la Nation, et non du seul prolétariat. La posture révisionniste, qui consiste à déduire la théorie des faits, doit donc légitimer une orientation nationale et réformiste du socialisme français. En 1914, lorsque la SFIO tient son congrès à Amiens, la fraction réformiste n'est ni plus silencieuse ni moins influente qu'en Allemagne. Elle offre une perspective au parti, ouverte à condition de tenir compte des traditions et d'enjeux nationaux : maintenir le souvenir révolutionnaire ou penser son rapport à la République. Cette réflexion de fond, Thomas l'a entreprise avec vigueur. Le socialisme français à l'entrée en guerre n'a pas de destin tragique établi par la fatalité de l'histoire.

Le débat révisionniste en Allemagne et ses interprétations en France éclairent ainsi la construction du couple antonyme réforme/révolution. La querelle allemande, qui impose la simplification des arguments, provoque des confusions prolongées par les socialistes français qui discutent et traduisent Bernstein. Loin de désigner une tendance cohérente, le révisionnisme devient l'acte d'accusation commode qui complète, sur le plan théorique, la condamnation politique d'une articulation entre socialisme et République, voulue d'abord par Millerand, puis par Thomas. De ce fait, le rejet du révisionnisme en 1904 dépasse le débat doctrinal : il est en réalité la manifestation d'un refus du réformisme par les socialistes français. La confusion entre les deux termes a contribué à forger les outils conceptuels nécessaires à la fondation de la SFIO en 1905, en réduisant la multiplicité des orientations et des possibles à l'alternative simple, entre la révolution ou la trahison.

C'est avec la Grande Guerre que le couple antonyme acquiert une force particulière. Albert Thomas, en devenant ministre de l'Armement en 1916, trouve un laboratoire privilégié pour mettre en oeuvre son programme dans le cadre de l'Union sacrée dont il est le symbole. Mais pour cette raison, il devient la cible principale de ceux qui ont vu poindre à l'Est l'espoir de la révolution prolétarienne. L'hostilité de Thomas à la révolution d'Octobre achève de transformer en clivage politique les virtualités posées avant 1914 : l'opposition entre révolutionnaires et réformistes, construite avant guerre, rend nécessaire le choix cornélien, que les autres mouvements européens ne connaissent pas nécessairement avec la même force ou sous le même mode⁶⁰. Il existe, d'un côté, les réformistes aux mains tachées du sang des soldats, compromis avec la politique bourgeoise et traîtres à la cause socialiste. Il existe, d'un autre côté, les révolutionnaires, socialistes ou communistes, qui trouvent dans les événements de 1917-1918 la justification des luttes passées, le droit, aussi, de trouver une issue à

⁶⁰ Le cas britannique est symétrique au cas français : il s'agit d'un mouvement socialiste qui tranche en faveur du réformisme (voir Emmanuel Jousse, « Un réformisme travailliste. La Société fabienne pendant la Grande Guerre », dans Romain Ducoulombier (dir.), *Les Socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr

la querelle entre réforme et révolution et, comme l'écrivait Aron, « de parler au nom d'un mort ».

L'auteur

Emmanuel Jousse est agrégé d'histoire et allocataire-moniteur à l'IEP de Paris. Il prépare une thèse d'histoire sous la direction de Marc Lazar, sur la construction théorique du socialisme réformiste en France entre 1871 et 1918, et ses mises en application. Il a publié *Réviser le marxisme ?* (Paris, L'Harmattan, collection « Le poing et les roses », 2007, prix de la Fondation Jean-Jaurès 2006).

Résumé

Entre 1896 et 1903, la social-démocratie allemande est divisée par la tentative de révision du marxisme entreprise par Eduard Bernstein. Ce débat théorique s'élargit en considérations pratiques et politiques, qui amènent le SPD à faire le choix du réformisme en 1959. En France, le débat ne semble pas avoir lieu, traduisant l'incapacité du socialisme français à s'engager sur la voie de la réforme. Cet article vise, par une histoire croisée des idées et de leurs interprétations, à saisir les conditions matérielles et intellectuelles de la discussion et de la traduction du révisionnisme en France. Déformées par les adversaires de Bernstein en Allemagne, ces idées s'insèrent en France dans un contexte qui les rapprochent du réformisme politique de Millerand, rejeté par le parti, puis de la position d'Albert Thomas, chef de file des réformistes avant 1914. L'étude des utilisations contradictoires du révisionnisme peuvent ainsi éclairer la construction et l'usage polémiques d'un réformisme français, dont la fonction, plus performative qu'heuristique, sert de repoussoir pour l'unité de la SFIO en 1905.

Abstract

At the eve of the twentieth century, the German social democracy was threatened by Bernstein's attempt to revise Marxism. This theoretical strife had practical and political consequences that paved the way of the SPD's choosing reformism in 1959. In France, however, the debate did not seem to have influenced the socialist movement. This contribution aims at examining the material and intellectual conditions of the debate, by studying the circulation of ideas and their adaptation to different contexts. Bernstein's theoretical enterprise is transformed by the controversy in Germany, and his ideas are translated in France in the specific debate over the participation of socialists to the Cabinet in 1899. His ideas are assimilated to French reformism, defended by Albert Thomas before 1914. The contradictory use of revisionism by French socialists seems to through lights on the way reformism was built as a political tool, used to defend the socialist doctrine and the unity of the party founded in 1905.

Mots clés : Eduard Bernstein, révisionnisme, réformisme, marxisme, Albert Thomas.

Key words : Eduard Bernstein, revisionism, reformism, marxism, Albert Thomas.

Pour citer cet article : Emmanuel Jousse, « La tentation révisionniste et la construction d'un réformisme français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, www.histoire-politique.fr